LES ENJEUX

CHIFFRES & PERFORMANCES | CASINO & CLUB DE JEUX | CASINO EN LIGNE

Le marché suisse du jeu en 2025 : entre turbulences structurelles et résilience de l'online



Vincent Reynaert
Publié le 29 juin 2026 . Lecture estimée : 9 min



La Commission fédérale des maisons de jeu (CFMJ) vient de publier son rapport d'activité 2025, premier exercice de la nouvelle période de concession 2025-2044. Le tableau qui s'en dégage est celui d'un marché en pleine recomposition : fermetures inattendues, offre online sous pression financière, concurrence illégale en hausse. Et pourtant, une mécanique globale qui tient. Tour d'horizon d'un secteur en mutation accélérée.

La nouvelle période de concession sur le marché suisse devait être celle du renouveau. Elle aura d'abord été celle des surprises. Au 1er janvier 2025, vingt et une maisons de jeu démarraient ou poursuivaient leur activité avec une concession renouvelée, dont dix disposant d'une extension autorisant les jeux en ligne. Douze mois plus tard, le paysage avait déjà changé de visage.

Fermetures, retraits de concession, déménagements, prolongations de délais : la CFMJ a dénombré six inspections extraordinaires en lien avec des ouvertures ou fermetures au cours de la seule année 2025. Plusieurs établissements n'ont pas résisté à la pression financière qui pèse sur le secteur.

Le cas le plus emblématique est celui du Casino de Saint-Moritz, qui a cessé définitivement ses activités fin avril pour des raisons financières. La CFMJ lui a retiré sa concession en août. La zone du Sud des Grisons ne sera pas remise au concours avant 2028, selon la décision du Conseil fédéral. À Schaffhouse, c'est un établissement de 23 ans d'existence qui a fermé ses portes en octobre, son personnel et ses équipements absorbés par le Casino de Winterthour, lequel a lui-même ouvert juste avant Noël après autorisation de la CFMJ.

Le Casino de Davos a vécu une parenthèse de neuf mois, fermé pour déménagement de mars à décembre avant de réouvrir dans de nouveaux locaux. Quant au Casino de Prilly, toujours en construction, il a obtenu une prolongation de délai jusqu'au 31 octobre 2026 en raison de travaux d'assainissement imprévus.

L'online sous pression : GAMRFIRST et Goldengrand parmi les victimes

Si le land-based traverse une phase de consolidation douloureuse, le segment online n'est pas épargné pour autant, et c'est là peut-être la surprise la plus significative de ce rapport.

Trois opérateurs ont renoncé à leur offre de jeux en ligne au cours de l'année, tous pour des motifs financiers. Le Casino de Bâle a mis fin en juillet à Goldengrand.ch, sa plateforme digitale, suivi en octobre par le Casino de Montreux, dont GAMRFIRST, la marque en ligne opérée sous l'ombrelle du Groupe Lucien Barrière, a elle aussi baissé le rideau. La CFMJ leur a retiré l'extension de concession correspondante dans les deux cas.

Ces retraits interviennent dans un contexte où le modèle économique du casino en ligne suisse reste structurellement

difficile pour les acteurs de taille intermédiaire. La loi oblige en effet les plateformes à opérer sous le chapeau d'un établissement physique titulaire d'une concession, ce qui implique des coûts de structure et de conformité importants, pour des revenus qui restent modestes pour les opérateurs les moins bien positionnés.

Les chiffres le confirment : si le produit brut des jeux (PBJ) online total progresse légèrement (+1,2% à 314 millions de francs suisses, environ 340 millions d'euros), cette croissance est très concentrée. MyCasino.ch, la plateforme du Grand Casino de Lucerne, domine très largement avec 95,4 millions de francs de PBJ en ligne, suivie de SwissCasinos.ch pour Pfäffikon (76,6 millions) et Jackpots.ch pour Baden (41,8 millions). Ces trois acteurs captent à eux seuls plus des deux tiers du marché digital.



Situé sur les bords du Lac des Quatre-Cantons, le Grand Casino de Luzern est avant tout le leader du casino en ligne en Suisse. Le PBJ du Online y est presque 4 fois supérieur à celui du physique.

Quelques belles progressions méritent néanmoins d'être notées. Swiss4Win.ch, la vitrine digitale du Casino Lugano, bondit de 51% (10,5 millions de CHF), une progression qui s'explique en partie par des accords commerciaux conclus avec les plateformes fermées en cours d'année : les domaines Goldengrand.ch et GAMRFIRST.ch redirigent désormais automatiquement vers Swiss4Win.ch, orientant ainsi le trafic et la base de joueurs de ces deux opérateurs disparus vers le Casino Lugano. Une manière opportuniste et bien exécutée de profiter de la consolidation du marché.

7Melons.ch pour le Grand Casino de Berne affiche pour sa part +16%, et Pasino.ch, la plateforme du Casino du Lac de Meyrin appartenant au Groupe Partouche, progresse de +12%. Côté nouveaux entrants, Admiral.ch, lancé en juillet 2025 par le Casino Admiral de Mendrisio avec le soutien technologique du groupe Novomatic, réalise déjà 3,5 millions de PBJ sur un demi-exercice, une entrée remarquée sur un marché en voie de consolidation. StarVegas.ch, la marque en ligne du Casino d'Interlaken, affiche pour sa part une belle progression de +7%. Le Casino de Locarno, lui, attend toujours l'autorisation de lancer son offre digitale, avec une prolongation accordée jusqu'en mai 2026.

Le land-based résiste, mais recule

Du côté des établissements physiques, la tendance de fond reste à la contraction. Le produit brut des jeux terrestre s'établit à 564,9 millions de francs, en repli de 3,85% par rapport à 2024, une accélération du recul amorcé l'année précédente. Les jeux de table chutent de 6,1%, les automates de 3,4%.

Parmi les grands casinos, Zurich reste le premier acteur avec 59 millions de PBJ malgré un repli de 2%, suivi de Bâle (+4,2% à 57 millions) et Baden (-2,4% à 54 millions). Ces établissements de catégorie A concentrent plus de la moitié du PBJ terrestre total (329,7 millions sur 564,9). Montreux est le plus touché parmi les grands, avec un recul de 11% à 41,8 millions.

Du côté des casinos B, Mendrisio confirme son statut d'anomalie positive : avec 74,5 millions de PBJ terrestre (+4,1%), il dépasse tous les casinos A en dehors de Baden, Bâle et Zurich. Une performance qui tient à la spécificité de son positionnement transfrontalier dans le Tessin. Meyrin (43,3 millions) et Pfäffikon (23,7 millions) complètent le podium de la catégorie.

Les pertes les plus sévères touchent Saint-Moritz (-52%), logiquement en raison de sa fermeture anticipée, et Schaffhouse (-25%), qui a fermé en cours d'année.



Difficile année 2025 pour le Casino de Montreux qui a vu son PBJ chuter de plus de 10% tout en arrêtant GAMFIRST, son site de casino en ligne.

La concurrence illégale : un défi systémique qui plombe l'offre légale

Derrière les chiffres du marché légal se dessine un enjeu que le président de la CFMJ, Fabio Abate, place en tête de ses préoccupations : l'explosion de l'offre de jeux en ligne illégaux. « En 2025, les offres de jeux d'argent en ligne illégales ont encore fortement augmenté. Ce phénomène touche désormais toute l'Europe », écrit-il dans son avant-propos.

Cette concurrence illégale pèse directement sur la fréquentation des opérateurs licenciés. La CFMJ a répondu par une intensification de ses actions répressives : 28 perquisitions menées, 580 nouveaux sites internet bloqués, 105 procédures pénales ouvertes, 75 décisions rendues. En mars, une opération conjointe avec la Police cantonale bernoise à Köniz a donné un premier résultat concret. En avril, une journée nationale de travail avec polices cantonales et ministères publics à Olten a permis de partager les pratiques sur les jeux de poker illégaux, la publicité non autorisée et le blanchiment.

Le sujet est d'autant plus sensible que la CFMJ soulève un paradoxe réglementaire préoccupant : les règles de protection des joueurs, notamment le mécanisme d'exclusion, peuvent paradoxalement faciliter l'accès à l'offre illégale. Un joueur exclu des plateformes légales n'a aucune barrière pour se tourner vers les sites non autorisés. La liste des exclusions est par ailleurs jugée difficile à tenir à jour et insuffisamment représentative de la situation réelle des personnes concernées, un constat partagé par le groupe de travail chargé de l'évaluation de la loi sur les jeux d'argent depuis son entrée en vigueur en 2019.

Fiscalité et redistribution : un modèle qui tient

Malgré la contraction du marché, le rendement fiscal du secteur reste significatif. Le produit total de l'impôt sur les maisons de jeu (IMJ) s'élève à 396 millions de francs (-1,1%), dont 353 millions reversés à l'AVS/AI, le système d'assurance retraite et invalidité de la Confédération helvétique, et 43 millions aux cantons hôtes de casinos B. La mécanique de redistribution, clé de voûte politique du modèle suisse, continue donc de fonctionner.

La CFMJ a de son côté bouclé son exercice avec 374,6 millions de charges totales (dont 363,9 millions de charges de transfert vers l'AVS/AI) pour 361 millions de revenus. Ses charges propres de fonctionnement, 10,7 millions de francs soit moins de 3% du total, sont couvertes à 87% par ses propres revenus. Le solde résiduel à la charge de la Confédération s'élève à 1,4 million de francs, soit 0,4% des recettes fiscales qu'elle génère : un rapport coût/bénéfice que peu d'autorités de régulation peuvent afficher.

Vers une nouvelle carte du jeu suisse

À la fin de l'exercice, vingt casinos terrestres restent actifs en Suisse, neuf d'entre eux proposant également une offre en ligne. La carte du jeu helvétique s'est donc resserrée sans s'effondrer. La nouvelle période de concession, censée courir jusqu'en 2044, s'engage néanmoins avec des interrogations structurelles réelles : viabilité des petits opérateurs online, pression fiscale et réglementaire, montée en puissance du marché illégal.

La CFMJ a répondu à ces enjeux en adoptant en décembre 2025 une stratégie pour les années 2026-2030. Elle célébrait dans la foulée ses 25 ans d'existence. La maturité de l'institution contraste avec la jeunesse et la fragilité d'un marché qui cherche encore son équilibre dans l'ère digitale.